

Canada – Europe
Parliamentary Association



Association parlementaire
Canada – Europe

Rapport de l'Association parlementaire Canada-Europe

Mission parlementaire au Portugal

Lisbonne (Portugal)

Du 15 au 18 avril 2019

RAPPORT

Du 15 au 18 avril 2019, l'Association parlementaire Canada-Europe (l'Association) a envoyé une délégation de six parlementaires pour participer à une mission à Lisbonne, au Portugal, afin de renforcer et de promouvoir les relations bilatérales entre le Portugal et le Canada, et de discuter de questions clés liées à l'Union européenne (EU). Les délégués étaient Scott Simms, député et chef de la délégation; Alexandra Mendès, députée et coprésidente du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Portugal; Bev Shipley, député; Marjolaine Boutin-Sweet, députée; l'honorable Percy E. Downe, sénateur; et l'honorable Mohamed-Iqbal Ravalía, sénateur. La délégation était accompagnée de Josée Thérien, secrétaire de l'Association, et de Madalina Chesoi, conseillère de l'Association. L'ambassadrice Elizabeth Rice Madan et Joël Monfils ont aussi accompagné la délégation tout au long de sa mission.

Séance d'information avec l'ambassadrice du Canada au Portugal

La délégation a entrepris sa mission par une séance d'information offerte par Son Excellence Elizabeth Rice Madan, ambassadrice du Canada au Portugal. Joël Monfils, conseiller et chef des Affaires politiques à la Mission du Canada auprès du Portugal, Tianshi Devon Zhang, gestionnaire de la Direction de la Mission du programme consulaire, et Sandro Dinis de Almeida, délégué commercial, ont également participé à la séance d'information.

L'ambassadrice Rice Madan a souhaité la bienvenue au Portugal aux délégués et a mentionné qu'il s'agissait de la première visite d'une délégation parlementaire canadienne depuis au moins une décennie. Elle a souligné que ce genre de visite contribue de manière inestimable au renforcement des relations bilatérales entre le Portugal et le Canada. La séance d'information a commencé par un aperçu des engagements internationaux du Portugal. Les intervenants ont tout particulièrement souligné l'importance des relations transatlantiques et européennes pour le Portugal, et du multilatéralisme au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Lisbonne abrite aussi le siège de la Communauté des pays de langue portugaise, une association politique dynamique regroupant des pays lusophones.

L'ambassadrice Rice Madan a présenté les priorités du Canada au Portugal, à savoir le commerce, la promotion des valeurs universelles, la gestion des océans et les services offerts aux Canadiens au Portugal. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont très ciblés et concernent principalement des secteurs comme ceux des technologies propres, des technologies de l'information et des communications (qui englobe la mobilité intelligente et les véhicules intelligents), de l'aérospatial, de la recherche universitaire et des pêches. Le Portugal a ratifié l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'UE en décembre 2017, et il en est un ardent promoteur. D'octobre 2017 à septembre 2018, il y a eu une hausse de 30 % des échanges commerciaux de produits et services en provenance du Canada vers le Portugal, ce qui représente plus de 430 millions de dollars d'excédent commercial. Les échanges commerciaux du Portugal à destination du Canada ont aussi augmenté de 10 %, représentant un total de 600 millions de dollars. Sur le plan des valeurs, le Canada et le Portugal font la promotion de la bonne gouvernance, de l'égalité entre les sexes, du respect des droits de la personne et du

pluralisme. À titre de pays maritimes qui bordent l'océan Atlantique, le Canada et le Portugal accordent la priorité à la coopération sur les questions relatives aux océans, comme la protection et la durabilité des océans. Cette coopération prend forme dans le cadre de forums, comme le Comité Canada-Portugal sur la coopération en matière de pêche, et au moyen d'accords bilatéraux permettant à des universitaires et à des entreprises des deux pays d'accéder à du financement canadien et européen pour la recherche et l'innovation en matière de technologies océaniques.

La Mission du Canada auprès du Portugal offre des services consulaires aux Canadiens qui se rendent au Portugal dans un but touristique ou par affaires. Elle n'offre pas de services aux personnes qui veulent immigrer au Canada, car le traitement des demandes d'immigration se fait à Paris. En 2018, 274 000 Canadiens ont visité le Portugal en tant que touristes, soit le double par rapport à 2014. En raison de la mise en œuvre de l'autorisation de voyage électronique (AVE) l'année dernière, la Mission a connu une hausse de 15 % des demandes de passeport en 2017-2018. Cette hausse peut s'expliquer par le grand nombre de Canadiens (de 6 000 à 20 000 selon les estimations) qui résident au Portugal et qui ne peuvent plus entrer au Canada sans passeport canadien valide.

L'ambassadrice Rice Madan a aussi discuté du renforcement des relations bilatérales entre le Portugal et le Canada par suite de la visite au Canada du premier ministre portugais António Costa en 2018. Le Canada et le Portugal ont depuis mis en œuvre un accord sur les vacances-travail en vue d'accroître la mobilité des jeunes entre les deux pays; cet accord prévoit 400 places pour les Portugais au Canada et 200 places pour les Canadiens au Portugal. Les deux pays ont aussi conclu un protocole d'entente sur les opérations de recherche et de sauvetage aéronautiques dans l'océan Atlantique, qui s'appuie sur les relations existantes en matière de défense. Enfin, le Canada et le Portugal ont signé un accord modernisé sur la sécurité sociale pour continuer d'assurer la protection de la sécurité du revenu et promouvoir le commerce et les investissements entre les deux pays.

Rencontre avec le vice-président du Parlement portugais et avec la présidente du Groupe d'amitié Portugal-Canada

Les membres de la délégation se sont ensuite rendus à l'Assemblée de la République portugaise, située au Palais de São Bento, pour s'entretenir avec José de Matos Correia, vice-président du Parlement portugais, et avec Maria Luis Albuquerque, présidente du Groupe d'amitié Portugal-Canada. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part à la rencontre.

Après les présentations, M^{me} Mendès a donné un aperçu de la mission de l'Association. M. de Matos Correia et M^{me} Albuquerque se sont aussi présentés, et ont décrit leur rôle respectif et leur parti, soit le Parti social-démocrate, ou PSD.

Les discussions ont ensuite porté sur les relations entre les Canadiens et les Portugais en tant que peuples, au fil de l'histoire jusqu'à présent, et sur les relations commerciales entre les deux pays, notamment en ce qui concerne l'AECG. Les prochaines élections européennes et le Brexit ont aussi fait l'objet de discussions approfondies. Les délégués ont notamment appris que le Portugal et le Royaume-Uni ont de profonds liens

historiques en tant que pays maritimes de l'océan Atlantique. Le commerce, la sécurité et la défense sont des préoccupations communes pour ces deux pays, et leurs relations seront différentes après le Brexit.

Les délégués ont posé des questions sur l'expérience du Portugal au chapitre de la décriminalisation des drogues et du nouveau cadre législatif. De façon générale, les parlementaires portugais ont souligné que la décriminalisation des drogues a changé la façon dont la population perçoit l'enjeu. La consommation de drogues est maintenant perçue comme un problème de santé, et les gens demandent de plus en plus de l'aide à ce chapitre. Le trafic de stupéfiants demeure toutefois un problème, et le Portugal est considéré comme la porte d'entrée de la drogue dans l'UE. Les délégués ont ensuite expliqué l'expérience récente de la légalisation du cannabis au Canada.

Pour terminer, les délégués ont visité l'Assemblée en compagnie d'un guide qui a parlé du système électoral et de l'histoire du Portugal.

Rencontre avec le président-directeur général d'EDP Renováveis

Le 16 avril, les membres de la délégation ont participé à un petit-déjeuner de travail avec João Manso Neto, président-directeur général d'EDP Renováveis (EDP Renewables en anglais, ou EDPR). L'ambassadrice Rice Madan, M. Monfils et M. Dinis de Almeida étaient également présents.

M. Manso Neto a expliqué qu'EDPR est une filiale du groupe Energias de Portugal, le plus important groupe industriel portugais. EDPR a été créée au milieu des années 1990 pour développer, construire et exploiter des parcs éoliens et des centrales solaires au Portugal et ailleurs dans le monde. La société insiste sur la nécessité d'opérer une transition énergétique et a pour objectif d'aider le Portugal à atteindre les objectifs de développement durable. M. Manso Neto a repris des extraits du rapport annuel de 2018 de la société, qui précise ce qui suit :

EDPR fournit de l'énergie propre et abordable en vue d'atténuer les effets des changements climatiques [...] d'avoir des répercussions positives sur les collectivités et de favoriser l'établissement d'infrastructures innovantes et l'économie circulaire [...] de garantir des emplois décents, l'égalité entre les sexes et la préservation de l'environnement¹.

À l'heure actuelle, EDPR est le quatrième producteur d'énergie éolienne en importance au monde avec 11,7 gigawatts de puissance installée dans l'UE et les Amériques. Au Portugal, EDPR dispose d'une capacité de 1 309 mégawatts, ce qui répond environ au quart des besoins en énergie du pays. Au Canada, EDPR dispose d'une capacité de 300 mégawatts et devrait avoir une puissance supplémentaire en service plus tard en 2019. EDPR a fait son entrée sur le marché canadien en 2010 par l'acquisition de projets de parcs éoliens dans le sud-ouest de l'Ontario, et dans l'est de l'Alberta plus tard². EDPR a aussi un bureau de développement à Toronto. M. Manso Neto a ajouté qu'EDPR a l'intention de poursuivre sa croissance et ses investissements au Canada, lequel

¹ EDP Renewables, "09. The future," [We Love Energy—Annual Report 2018](#).

² EDP Renewables, "[Canada](#)," EDPR in the world; EDP Renewables, [Ontario | South Branch](#); EDP Renewables, [Alberta|Sharp Hills Wind Farm](#).

représente un marché important dans sa stratégie de croissance à long terme en Amérique du Nord.

Plus de 70 % de la capacité de production d'EDPR provient de technologies d'énergie éolienne sur terre, mais la société investit aussi dans les technologies d'énergie solaire et d'énergie éolienne en mer. M. Manso Neto a expliqué que les technologies de production d'énergie solaire ont tendance à être moins coûteuses à présent qu'auparavant. Elles présentent aussi certains avantages par rapport à l'énergie éolienne, comme leur impact sonore et visuel plus faible pour les collectivités se trouvant à proximité. Selon M. Manso Neto, l'énergie solaire gagnera en importance dans un proche avenir, et EDPR est en train d'accroître sa compétitivité. En ce qui concerne l'énergie éolienne en mer, EDPR développe plusieurs projets par l'entremise de partenariats.

Les membres de la délégation ont discuté des répercussions des énergies renouvelables sur les collectivités locales et l'environnement, et de la capacité de stockage pour ce type d'énergies. On a ensuite comparé les énergies renouvelables et les autres sources d'énergie utilisées au Portugal et en Europe, de même qu'au Canada. Il a également été question des initiatives stratégiques et du soutien gouvernemental visant à faciliter la transition vers les énergies renouvelables.

Rencontre avec la Représentation de la Commission européenne au Portugal

Les délégués ont rencontré João Faria, chef de la section politique de la Représentation de la Commission européenne au Portugal. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part à la rencontre.

M. Faria a expliqué les rôles et les activités de la Représentation de la Commission européenne au Portugal, qui vise principalement à mieux faire connaître l'UE au Portugal et à concilier les questions d'intérêt entre les deux pays. M. Faria a aussi présenté un aperçu chronologique de l'histoire du Portugal et de son intégration à l'UE. Il a dit que le Portugal considérait initialement son adhésion à l'UE comme un moyen de garantir la démocratie après la chute de son régime autoritaire.

M. Faria a fait remarquer à quel point les relations postcoloniales du Portugal, en particulier avec la Communauté des pays de langue portugaise, influencent sa politique étrangère. En guise d'exemple, il a mentionné que lorsque le Portugal assumera la présidence de l'UE en 2021, il souhaite organiser un sommet UE-Afrique.

Les délégués ont posé des questions sur la perception qu'ont les citoyens portugais à l'égard de l'UE et de ses politiques, et à l'égard de l'impact des politiques de l'UE sur les politiques du Portugal. M. Faria a indiqué que, dans l'ensemble, les Portugais sont favorables à l'UE, contrairement aux populations d'autres États membres. Les discussions ont également porté sur l'AECG et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Déjeuner de travail avec le Groupe d'amitié parlementaire Portugal-Canada

Dans le cadre d'un déjeuner de travail, la délégation a rencontré Ricardo Baptista Leite, vice-président du Groupe d'amitié parlementaire Portugal-Canada, et Jamila Madeira,

membre du Groupe. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part à la rencontre.

M. Baptista Leite est né à Toronto, au Canada, et les discussions du déjeuner ont d'abord porté sur la diaspora portugaise présente au Canada, aux États-Unis et au Venezuela. Il a également été question des droits linguistiques et des questions relatives au patrimoine et à la culture. Les délégués souhaitent aussi s'informer sur l'AECG, la décriminalisation des drogues, le trafic de stupéfiants, les maladies infectieuses et les taux de vaccination.

Visite de l'Agence européenne pour la sécurité maritime

Les délégués ont rencontré Georgios Christofi, chef du Service de l'environnement et du renforcement des capacités, et Manuela Tomassini, cheffe du Service de la sécurité et des normes, à l'Agence européenne pour la sécurité maritime (ou EMSA en anglais). L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont aussi accompagné la délégation.

L'EMSA a été créée en 2002; son mandat a depuis évolué et consiste maintenant à veiller au transport sécuritaire et écologique des marchandises par voie maritime. M. Christofi et M^{me} Tomassini ont présenté un aperçu du rôle de l'EMSA, de ses activités et de ses outils, dont une plateforme d'apprentissage en ligne partagée avec Transports Canada. Étant donné que le Canada applique les mêmes normes en matière de transport maritime que l'UE, l'EMSA et Transports Canada organisent souvent conjointement des séances de formation et d'autres initiatives, comme l'échange de renseignements sur les mesures de contrôle des émissions. M. Christofi et M^{me} Tomassini ont également présenté aux délégués différents outils de détermination de la position des navires et de surveillance du trafic maritime. L'un de ces outils a été élaboré conjointement avec le Canada, à savoir le système d'identification automatique par satellite SAT-AIS qui détermine l'emplacement des navires. L'EMSA collabore aussi avec d'autres organisations exerçant des opérations maritimes comme Frontex et l'OTAN.

Les délégués ont posé des questions sur les carburants de remplacement pour le transport maritime, les navires automatisés et sans équipage, la piraterie des temps modernes, les engins de pêche perdus et l'utilisation du plastique en milieu marin. Ils se sont également renseignés sur les pratiques d'intervention de l'EMSA en cas de déversement de pétrole dans un territoire relevant d'un État membre de l'UE. Lorsqu'un État membre conclut un contrat pour louer un navire de l'EMSA, il assume les frais du service de nettoyage des hydrocarbures.

Rencontre avec la direction générale de l'Intervention Service against Addictive Behaviours and Dependency

Le 17 avril, les délégués ont rencontré João Goulão, directeur général de la direction générale du Service d'intervention contre les comportements de dépendance (Intervention Service against Addictive Behaviours and Dependency, ou SICAD en portugais), une institution qui relève du ministère de la Santé du Portugal. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part à la rencontre.

M. Goulão a expliqué que la principale responsabilité du SICAD consiste à promouvoir la réduction des comportements de dépendance aux substances licites et illicites (à savoir

l'alcool et les drogues) et des comportements de dépendance sans consommation de substances (à savoir le jeu). Pour réduire les dépendances à l'échelle du Portugal, le SICAD coordonne les stratégies de traitement, de réintégration et de prévention entre les différentes institutions de l'État et organisations non gouvernementales, il appuie les mécanismes de réduction des méfaits et recueille les plus récentes informations et données statistiques aux fins de présentation d'un rapport annuel au Parlement du Portugal et à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (ou EMCDDA en anglais).

M. Goulão a expliqué que la politique actuelle du Portugal en matière de drogues découle de la crise de la drogue des années 1980. Compte tenu du changement de régime et de la transition vers le Portugal postcolonial, de nouveaux marchés mondiaux se sont ouverts au pays, ce qui y a introduit de nouveaux produits, dont des drogues. Cela a eu une incidence sur toutes les sphères de la société portugaise, et les mesures publiques initiales ne décourageaient pas efficacement la consommation de drogues. En 1987, on a établi un projet interministériel appelé Projeto Vida (ci-après Projet vie), réunissant huit ministères — dont ceux de la Justice, de la Santé et de l'Éducation — afin de déterminer les mesures supplémentaires que chacun d'entre eux pourrait prendre pour lutter contre la crise de la drogue. M. Goulão a ajouté que le Projet vie a entraîné plusieurs mesures d'intervention inefficaces en raison de l'absence d'une stratégie nationale claire. En 1998, le gouvernement a mis sur pied une commission multidisciplinaire composée de neuf personnes qui a recommandé un changement majeur aux lois du Portugal : la décriminalisation de la possession et de la consommation de drogues pour usage personnel. Pour régler les problèmes de santé, la Commission a mis l'accent sur la prévention des comportements de dépendance et s'est efforcée de venir en aide aux personnes ayant de tels comportements et de favoriser leur réintégration. Après l'établissement de la stratégie sur les drogues en 1999, il y a eu une série de discussions publiques qui ont éclairé le processus législatif et mené à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi en 2001.

Les délégués ont posé des questions sur le système actuel du Portugal, qui est appliqué par la police. Les personnes sont toujours condamnées à une peine d'emprisonnement pour vente de drogues ou trafic de stupéfiants. M. Goulão a précisé qu'il y a des seuils (différents niveaux selon le type de drogue) entraînant, selon le cas, une sanction administrative ou une infraction criminelle. La sanction administrative est administrée par la Commission de dissuasion de la toxicomanie, qui est composée de psychologues, de travailleurs sociaux et d'avocats. La Commission peut recommander un traitement (qui n'est pas obligatoire), des travaux communautaires, des amendes ou des rencontres périodiques à un endroit désigné. Si les conditions fixées par la Commission ne sont pas respectées, la personne en cause peut se retrouver devant la justice.

M. Goulão a souligné que le coût de l'ensemble du système correspond à un pourcentage du budget portugais consacré à la santé — environ 75 millions d'euros. Il a cependant fait remarquer qu'à l'heure actuelle, le plus grand défi sanitaire au pays concerne le traitement des personnes vieillissantes en moins bonne santé en raison de leurs comportements de dépendance à des substances licites et illicites.

Visite de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA)

Les délégués ont rencontré Frédéric Denecker, agent principal de gestion des programmes; Brendan Hughes, responsable de la Base de données juridique européenne sur les drogues; et Ignacio Vazquez Molini, administrateur principal et responsable de la protection des données, à l'EMCDDA. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont aussi accompagné la délégation.

Fondé en 1993, l'EMCDDA est l'une des agences décentralisées de l'UE. Basé à Lisbonne depuis 1995, il fournit à l'UE et à ses États membres une vue d'ensemble factuelle sur les problèmes de drogue en Europe. Considérant la santé et la sécurité comme ses principaux piliers, il vise à rendre l'UE plus sûre et plus sécuritaire. M. Denecker a présenté un aperçu du mandat et des activités de l'EMCDDA, qui consistent notamment à surveiller les situations et la réglementation liées aux drogues, à évaluer les menaces et les tendances, à fournir un soutien en matière d'intervention aux États membres, et à effectuer des travaux d'analyse et de recherche. Il a expliqué que le système de collecte de données de l'EMCDDA s'appuie sur les données recueillies par les États membres dans leur propre pays. L'EMCDDA procède aussi à des analyses des eaux usées pour compléter et confirmer les données. M. Vazquez Molini a aussi parlé de la collaboration de l'EMCDDA avec certains pays, partenaires régionaux, institutions de l'UE et organismes internationaux comme l'Organisation mondiale de la santé et l'Interpol. L'année dernière, l'EMCDDA a publié conjointement avec le Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances un rapport sur le cannabis au volant.

Pour être pertinent, l'EMCDDA produit des publications ciblées et d'actualité. Le rapport européen sur les drogues présente une analyse statistique annuelle qui donne une vue d'ensemble à l'échelle de l'UE et comprend des profils par pays. L'EMCDDA produit aussi le rapport sur les marchés des drogues dans l'UE, qui offre une analyse approfondie, et des rapports documentaires sur les mesures sanitaires et sociales prises pour combattre les problèmes de drogue.

Les délégués ont posé des questions sur la coordination des interventions au sein de l'UE, les outils pour détecter la conduite avec facultés affaiblies par des substances licites et illicites, la distribution et l'utilisation des trousse de naloxone, les programmes comme l'échange de seringues, les sites de consommation et les refuges, les initiatives de décriminalisation dans le monde, et les achats se rapportant aux drogues sur Internet, y compris sur le Web caché.

Déjeuner de travail sur le climat des affaires au Portugal

Lors d'un déjeuner de travail sur les affaires et le commerce, les délégués ont rencontré Luis Brites Pereira, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères et professeur d'économie internationale; Francisca Lucena e Vale, directrice adjointe des Marchés extérieurs chez AICEP Portugal Global; João Santos, représentant de BMO Gestion mondiale d'actifs au Portugal; Gonçalo Pereira, directeur régional des ventes pour Avigilon; et Nuno Nunes, directeur des Services d'experts-conseils chez CGI Portugal. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part au déjeuner.

Chaque participant a donné un aperçu de son organisme et de son mandat. M. Santos a informé les délégués qu'il n'y a pas de banques canadiennes au Portugal, car le marché est trop petit. Les délégués ont ensuite tenu plusieurs conversations sur la diversification

économique, le populisme, l'AECG et l'Accord Canada–États-Unis–Mexique qui sera prochainement mis en œuvre. Les discussions ont également porté sur le soutien offert aux entreprises canadiennes par Exportation et développement Canada. M. Brites Pereira a décrit les efforts déployés par le Portugal pour mieux se faire connaître comme destination touristique et comme pays possédant certains produits emblématiques. Tout comme le Canada a le sirop d'érable comme produit emblématique, le Portugal place ses pasteis de nata (littéralement « pâtisseries à la crème » aussi appelées petits flans portugais) et ses articles en liège dans la catégorie des produits de la « marque du Portugal ».

Visite du National Support Centre for the Integration of Migrants et rencontre avec le Haut-commissaire pour les migrations

Les délégués ont été accueillis au Centre national de soutien à l'intégration des migrants (National Support Centre for the Integration of Migrants, ou CNAIM en portugais), par Pedro Calado, Haut-commissaire pour les migrations, ainsi que par ses collègues, des employés et des migrants présents au CNAIM. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils étaient également présents.

M. Calado a expliqué que depuis 2004, le Haut-Commissariat pour les migrations (High Commission for Migrations) a créé des espaces pour réunir, sous un même toit, les différents services, systèmes de soutien, institutions et ministères dont les nouveaux arrivants ont besoin pour s'établir au Portugal. À l'heure actuelle, il y a un CNAIM à Lisbonne, à Porto et à Faro, de même que 99 centres locaux plus petits répartis dans l'ensemble du pays. M. Calado a appris aux délégués que l'approche globale en matière d'intégration de ces centres et l'accès direct et facile aux services qu'ils offrent ont été reproduits en Irlande, en Grèce et à Montréal au Canada.

Les trois principaux CNAIM accueillent tous les migrants sans égard à leur statut. Ils servent environ 110 000 personnes par jour tout en offrant un millier de services particuliers. À Lisbonne, le CNAIM se trouve dans une ancienne école et compte quatre étages de services. Il est ouvert du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.

Au premier étage, il y a un Bureau d'accueil et de tri qui offre aux migrants une évaluation de leurs besoins et une « carte » pour les guider dans le CNAIM afin d'y répondre. Le service de documentation aide les migrants à organiser leurs documents et à créer un fichier numérique qui servira à l'échelle du CNAIM. Il y a un service de garde pour les enfants et un espace d'allaitement pour offrir aux migrants une certaine tranquillité d'esprit pendant qu'ils remplissent leurs documents et assistent à leurs rencontres au CNAIM. Le centre offre de nombreux services interculturels, dont des services de médiateurs interculturels qui peuvent parler 14 langues au total et contribuent à renforcer la confiance des nouveaux arrivants envers des organismes publics. M. Calado a souligné que le centre est un endroit sûr et que, par conséquent, les agents des services frontaliers ou les policiers ne peuvent pas y entrer pour procéder à des arrestations. Il y a aussi des services de traduction par téléphone (dans 58 langues au total) et une ligne d'aide aux migrants. Le bureau de citoyenneté aide les personnes à remplir les exigences en matière de résidence.

Au deuxième étage se trouvent plusieurs institutions et ministères dont les nouveaux arrivants pourraient avoir besoin. Le Service des étrangers et des frontières leur permet d'avoir accès aux documents sur le statut, de discuter de la réunification familiale, de satisfaire aux exigences relatives aux données biométriques ou de renouveler des permis. Le Bureau de la santé évalue les migrants et les adresse aux centres médicaux appropriés. Il enseigne aussi aux migrants comment s'y retrouver dans le système de santé portugais. Le Bureau de la sécurité sociale permet aux migrants de s'inscrire pour obtenir leur carte d'identité portugaise et d'avoir accès à d'autres services sociaux. La Commission pour l'égalité et contre la discrimination raciale a aussi un bureau au CNAIM. Le bureau d'emploi offre un programme de mise à niveau des compétences, aide pour la reconnaissance des titres de compétence étrangers et guide les nouveaux arrivants dans leurs démarches de recherche d'emploi. Il y a aussi un Bureau de soutien aux entrepreneurs migrants, qui offre de la formation en entrepreneuriat, un programme de mentorat et un espace de travail en collaboration doté d'ordinateurs et de documentation. M. Calado a indiqué aux délégués que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a mis en lumière ce bureau comme un exemple de réussite dans un rapport l'année dernière.

Au troisième étage, les migrants peuvent avoir accès au Bureau central des enregistrements et au Bureau des affaires sociales et de l'inclusion, où les migrants peuvent rencontrer des représentants du gouvernement pour comprendre les avantages sociaux du Portugal et savoir comment y avoir accès au besoin. Ils peuvent aussi obtenir des références pour des logements sociaux ou d'autres services. Le Bureau de soutien juridique offre des services de soutien juridique et d'aide juridique aux migrants dans tous les domaines, sauf dans celui des litiges. Au Portugal, les migrants ont le droit d'aller à l'école jusqu'à ce qu'ils aient 18 ans, et le Bureau de l'éducation offre de l'aide pour l'inscription à l'école et d'autres exigences. Au CNAIM, il y a aussi un Bureau de soutien à l'emploi, à l'enseignement supérieur et aux qualifications, et des bureaux du Réseau d'insertion professionnelle des migrants.

Au quatrième étage, le Haut-Commissariat pour les migrations, l'Observatoire des migrations et le Bureau de soutien en matière de politiques locales ont leurs bureaux. L'Observatoire des migrations est la section de recherche et d'analyse du Haut-Commissariat pour les migrations. Le Bureau de soutien en matière de politiques locales supervise les 99 autres centres locaux au Portugal et approuve les plans d'intégration proposés par les organismes de la société civile et les municipalités.

Les délégués ont aussi vu la trousse d'accueil préparée par le Haut-Commissariat pour les migrations que les migrants reçoivent à l'aéroport. La trousse comprend un guide d'accueil en cinq langues, un dictionnaire d'expressions courantes, une carte du Portugal, un t-shirt, une carte SIM d'une valeur de 15 euros, une trousse USB numérique dotée d'une application pour téléphones cellulaires pour se déplacer au Portugal et un dessin de bienvenue au Portugal fait par un enfant fréquentant une école du pays.

En réponse aux questions, M. Calado a discuté de la politique en matière de migration du Portugal, de la crise migratoire qui touche l'UE et des changements proposés à la législation de l'UE.

Rencontre avec la secrétaire d'État aux Affaires européennes

Les délégués ont rencontré Ana Paula Zacarias, secrétaire d'État aux Affaires européennes. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part à la rencontre.

M^{me} Zacarias a parlé des relations bilatérales entre le Canada et l'UE. Fondées sur des valeurs communes, elles sont essentielles pour relever des défis communs, comme les enjeux environnementaux et climatiques. Elle a aussi parlé de la nécessité de promouvoir la mobilité entre le Canada l'UE, et de l'importance de l'AECG. À propos de l'AECG, M^{me} Zacarias a fait part de ses impressions sur la perception des Portugais à l'égard du commerce et de la mondialisation (les avis sont partagés) mais, dans l'ensemble, le Portugal est favorable à l'AECG. Elle a souligné qu'il fallait mieux faire connaître et promouvoir l'AECG, surtout auprès des petites et moyennes entreprises. Elle espère que l'AECG favorisera la création de nouveaux secteurs d'activité et de commerce, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables et des technologies de l'information et des communications. Les délégués ont posé des questions sur d'autres accords commerciaux que l'UE est en train de négocier ou en voie de ratifier, comme l'accord avec le Japon.

M^{me} Zacarias a également souligné les forces du Portugal et de l'UE en ce qui a trait à l'économie bleue. Lisbonne sera l'hôte de la Conférence des Nations Unies de 2020 visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable no 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable. Elle a proposé que le prochain Sommet Canada-UE porte sur la durabilité des océans et l'économie bleue. Les délégués ont décrit les initiatives récentes du Canada visant la protection marine, et ont mentionné l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest.

Visite de l'Oceanário et rencontre avec son équipe de recherche

La délégation a conclu sa mission le 18 avril par une visite de l'Oceanário de Lisbonne et une rencontre avec Emanuel Gonçalves, membre du conseil d'administration de l'Oceano Azul Foundation. M. Gonçalves a aussi demandé à ses collègues Rita, Miguel et Diego de faire visiter l'Oceanário aux délégués et de répondre à leurs questions. L'ambassadrice Rice Madan et M. Monfils ont également pris part à la rencontre.

Créé en 1998 par le gouvernement portugais, l'Oceanário a été transféré à l'Oceano Azul Foundation (la fondation) en 2017. La fondation a pour objectif d'abolir les cloisonnements entre la préservation des océans et le développement économique durable. M. Gonçalves a déclaré qu'il y a une importante dégradation des océans dans le monde, mais que le grand public n'est pas suffisamment informé à ce sujet. C'est pourquoi la fondation œuvre pour accroître la connaissance des océans et renforcer leur conservation en créant des partenariats et en favorisant la coopération internationale dans le domaine de la durabilité des océans.

L'Oceanário offre certes une excellente vitrine pour l'observation du monde océanique, mais la fondation a également conçu et lancé un programme pédagogique pilote pour les élèves portugais du primaire de cinq à neuf ans. Le programme adopte une approche ascendante, en ce sens qu'il fait participer les élèves à leur propre apprentissage et qu'il forme les enseignants afin qu'ils puissent aborder la durabilité des océans dans

différentes matières. Le programme comporte neuf chapitres, portant entre autres sur l'écosystème océanique, les relations historiques que les Portugais ont entretenues avec l'océan et les problèmes environnementaux qui menacent les océans.

La fondation accorde aussi une attention particulière à la valeur de la biodiversité marine, car selon M. Gonçalves, pour assurer la conservation des océans, il faut s'attaquer aux problèmes de l'économie. Il a aussi parlé de la création d'un programme d'accélération d'entreprises pour l'économie bleue, surtout en ce qui concerne le développement de biotechnologies marines pour préserver les océans. Il a fait savoir aux délégués que la fondation envisage de mener le programme au Canada, car il s'y trouve déjà un écosystème de recherche pour le développement avec quelques entreprises du domaine.

M. Gonçalves a aussi parlé de la volonté politique du Portugal de favoriser le développement de l'économie bleue, d'autant plus que 55 % du territoire maritime de l'UE est portugais. Il a mentionné le programme Blue Azores établi en partenariat avec le gouvernement régional des Açores et le Waite Institute. Ce programme vise à désigner 15 % de la zone économique exclusive des Açores en tant que nouvelles aires marines protégées, à créer et à mettre en œuvre des plans de gestions pour les nouvelles réserves marines et l'ensemble des aires marines protégées existantes, et à élaborer des approches novatrices contribuant à la gestion durable des pêches³.

Respectueusement soumis,

Scott Simms, député
Président
Association parlementaire Canada-Europe

³ Pour obtenir de plus amples renseignements, voir Oceano Azul Foundation, [Blue Azores](#).

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire Canada-Europe
ACTIVITÉ	Mission parlementaire au Portugal
DESTINATION	Lisbonne, Portugal
DATES	Du 15 au 18 avril 2019
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Percy Downe L'hon. Mohamed-Iqbal Ravalia
CHAMBRE DES COMMUNES	Scott Simms Marjolaine Boutin-Sweet Alexandra Mendès Bev Shipley
PERSONNEL	Josée Thérien Madalina Chesoi
TRANSPORT	40 671,57 \$
HÉBERGEMENT	6 118,05 \$
HOSPITALITÉ	1 818,44 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	5 606,57 \$
CADEAUX OFFICIELS	160,08 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0,00 \$
TOTAL	54 374,71 \$